

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert THOMAS  
02100 Saint Quentin

Soissons, le 23/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SERMIX SAS**

BP 19  
02400 Chierry

Références : 25-470  
Code AIOT : 0005100205

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement SERMIX SAS implanté BP 19 Rue de l'Eglise 02400 Chierry. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERMIX SAS
- BP 19 Rue de l'Eglise 02400 Chierry
- Code AIOT : 0005100205
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SERMIX exploite à CHIERRY un établissement spécialisé dans la production de

constituants nutritionnels pour l'alimentation animale.

Le site fait partie du groupe ADM (Archer Daniels Midland Company) et produit des Prémix notamment sous sa marque internationale «WISIUM».

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 7 décembre 2022, et relève du régime SEVESO seuil haut au titre de la rubrique n°4510 (+ de 200t de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1).

### Thèmes de l'inspection :

- SGS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Modification	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	CSE	Autre du 22/09/2017, article L.4523-8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Audits et revues de Direction – Procédures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.7	Sans objet
2	Revue de Direction – Organisation générale	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.7	Sans objet
3	Revue de Direction – Indicateurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.7	Sans objet
4	Revue de Direction – Compte-rendu et suites	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.7	Sans objet
5	Respect des procédures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des voies de progrès ont été identifiées, afin de faire évoluer les pratiques et les procédures mises en place par cet établissement.

L'exploitant devra justifier ou apporter des actions correctives aux écarts mis en évidence aux points de contrôles n°6 et 7, sous 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Audits et revues de Direction – Procédures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : 7. Audits et revues de direction Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.
<b>Constats :</b>  SERMIX est soumis à ces prescriptions depuis l'adoption de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2022. Ce point (audits et revues de direction) n'a pas été inspecté jusqu'alors. SERMIX a mis en place les procédures suivantes : - PPAM : 1ère version rédigée fin novembre 2024 pour l'année 2025 - Manuel SGS : dernière mise à jour en août 2025, suite à l'inspection SGS de la DREAL (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation) - Revue de Direction : réalisée en fin 2024 pour l'année 2025 - Procédure d'audits : pas de procédure chapeau spécifique, mais nombreux contrôles réalisés dont les conclusions sont remontées dans l'application ADM dénommée SPHERA : <ul style="list-style-type: none"><li>• certification du site de CHIERRY en cours au titre de la norme FSSC 22000 (sécurité des aliments) ;</li><li>• audits internes ADM réalisés tous les 3 ans (prévue en 2026 pour le site de CHIERRY) ;</li><li>• audit réglementaire HSE réalisé par le cabinet Red-on-line en septembre 2025 (site conforme à 75 %) ;</li><li>• audits hebdomadaires par la direction de l'établissement et les responsables de secteur.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il convient d'identifier les prescriptions réglementaires liées au statut SEVESO parmi l'ensemble des points audités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Revues de Direction – Organisation générale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>7. Audits et revues de direction</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'évaluation de la PPAM est notamment réalisée lors de la revue de direction annuelle.</p> <p>Le suivi des objectifs et l'analyse des résultats sont vus lors des audits hebdomadaires.</p> <p>La revue de Direction se déroule en fin d'année avec l'ensemble du groupe ADM (dont fait partie la société SERMIX, répartie sur plusieurs sites), avec les responsables de services (commerciaux, production, approvisionnement) et de secteurs d'activité (pet-food, ruminants, allaitement , ...).</p> <p>Un extrait de cette revue a été transmis à l'inspection par courriel du 20 octobre, accompagné de la PPAM 2025 du site.</p> <p>L'exploitant nous indique que</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les points forts / faibles sont identifiés ; les conclusions des audits internes et externes permettent de vérifier l'adéquation entre les objectifs fixés dans le plan d'actions, et le pourcentage d'atteinte de ces indicateurs.</li> <li>• le retour d'expérience interne et externe aux activités du groupe fait l'objet d'un suivi.</li> <li>• les facteurs organisationnels et humains sont abordés, notamment sur l'impact sur la sécurité des éventuelles réorganisations d'équipes / de services.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les mises à jour de la PPAM sont à présenter au CSE, dont l'avis est requis par l'article R. 515-87 II du code de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Revues de Direction – Indicateurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>7. Audits et revues de direction</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des</p>

modifications nécessaires mentionnées par l'audit.
<b>Constats :</b>  Les indicateurs utilisés pour évaluer la PPAM et apprécier l'efficacité du SGS sont notamment le nombre de retards, d'erreurs, d'accidents et presque accident. La disponibilité des MMR fait l'objet d'indicateurs, et d'objectifs en cas d'anomalies. L'analyse des indicateurs est présente dans le compte-rendu de la revue de direction, et permet de motiver le financement de travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Revues de Direction – Compte-rendu et suites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : 7. Audits et revues de direction Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.
<b>Constats :</b>  Les comptes-rendus de revues de Direction SGS sont rédigés par la direction de SERMIX, et diffusés aux responsables de secteurs. Ces comptes rendus ne sont pas rendus disponibles à l'ensemble du personnel. Le service HSE est en charge de la rédaction de ce CR, la validation étant faite par la direction. Les réunions hebdomadaires avec les chefs de secteurs permettent de « négocier » les échéances fixées. Le suivi des indicateurs et des écarts permet de fixer les objectifs. Les réunions hebdomadaires par secteur permettent de suivre l'avancement de ces objectifs, l'application ADM dénommée SPHERA permettant de tracer ces objectifs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La diffusion de tout ou partie des comptes rendus de la revue de direction au personnel est à envisager. Les 7 items du SGS sont à identifier dans les processus suivis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Respect des procédures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.7
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : 7. Audits et revues de direction Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.
<b>Constats :</b>  Le respect des procédures, règles, consignes, instructions élaborées pour l'application du SGS est notamment vérifié et rappelé lors <ul style="list-style-type: none"> <li>• des « QSE Tours », réalisés par les responsables de secteurs (QRcodes à flasher par secteurs, avec une liste de points de vigilance à vérifier)</li> <li>• des audits et « safety tours », réalisés hebdomadairement par le service HSE</li> <li>• des audits internes par des personnels d'autres site ADM, tous les 3 ans</li> <li>• audit des prescriptions réglementaires par un cabinet indépendant en septembre 2025</li> <li>• de la réunion quotidienne d'usine.</li> </ul> Les « non-respects » et presque-accidents sont détectés lors de QSE tours et audits HSE. Le retour d'expérience doit permettre en 2026 d'alimenter les points de contrôles. Les résultats alimentent l'application SPHERA qui est accessible à tous, mais avec des droits adaptés (par secteurs, sites, activités, ...). Lors de l'inspection, des opérateurs ont été questionnés, mais ces personnes n'ont jamais été associées à ces audits.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les questions relatives aux MMR (protection incendie) sont à voir sous le focus « risques industriels » (conséquences liées aux produits « classés » stockés, ...). La formation (et le recyclage) des auditeurs internes est à assurer, notamment lorsque les personnes évoluent dans leurs fonctions. L'utilisation d'un support (guide ou modèles de rapport) par les auditeurs permettrait de s'assurer que des aspects importants de l'audit n'ont pas été oubliés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Modification

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porté à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux

autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  
[...]

**Constats :**

Le dossier de réexamen de l'étude de dangers déposé le 28 février 2024, et complétée le 20 août 2025, fait état de quelques évolutions nécessitant qu'un porter à connaissance soit formalisé (cf p13/50 du dossier)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le porter à connaissance évoqué dans ce dossier est à déposer dans les meilleurs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : CSE**

**Référence réglementaire :** Autre du 22/09/2017, article L.4523-8

**Thème(s) :** Situation administrative, Code du travail

**Prescription contrôlée :**

L'autorité chargée de la police des installations est invitée aux réunions du comité social et économique et de la commission santé, sécurité et conditions de travail dans les conditions prévues à l'article L. 2314-3.

**Constats :**

L'inspection n'est plus tenue informée depuis 2024 des réunions planifiées du CSSCT (ordre du jour et date communiqués) et des comptes rendus rédigés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection est à rendre destinataire de l'ordre du jour et du compte rendu des réunions du CSSCT relatif à l'entreprise SERMIX.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois